

-----  
**DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DU CADRE DE VIE**  
-----

MARSEILLE, le **20 MARS 2003**

-----  
**Bureau de l'Environnement**  
-----

**Dossier suivi par : Mme MARTINS**

**☎ 04.91.15.64.67**

**✉ christiane.martins@bouches-du-rhone.pref.gouv.fr**

**N° 2003-86/041-2003 A**

**ARRETE DE MISE EN DEMEURE**

**à l'encontre de la Société Maritime et Industrielle  
à MARSEILLE (15<sup>ème</sup>)**

-----  
**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,  
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,**  
-----

VU le Code de l'Environnement et notamment son article L.514-1,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié et notamment son article 34-1,

VU l'arrêté du 2 novembre 1984 autorisant la Société Maritime et Industrielle à exploiter des installations de régénération et de stockage de solvants à MARSEILLE (15<sup>ème</sup>) - 56, rue Augustin Roux,

VU l'arrêté n° 89-117/26-1989 délivré le 16 octobre 1989 à la Société concernant son stockage de solvants,

VU l'arrêté n° 99-8/1-1999 A du 16 juin 1999 imposant la réalisation de diagnostics initiaux et d'évaluation simplifiée des risques,

VU l'arrêté n° 2002-002/76-2000 A du 21 janvier 2002 mettant en demeure la Société Maritime et Industrielle de respecter les dispositions des arrêtés susvisés,

VU l'arrêté n° 2002-209/91-2002 A du 25 juillet 2002 suspendant l'activité de l'établissement jusqu'au respect des prescriptions de l'arrêté du 16 octobre 1989,

VU la lettre transmise à la Société le 24 octobre 2002 par l'Inspecteur des installations classées concernant la déclaration de cessation d'activité conformément à l'article 34-1 du décret du 21 septembre 1977 modifié,

.../...

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 28 février 2003,

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas obtempéré à la lettre du 24 octobre 2002 susvisée,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de procéder à une remise en état des lieux en ce qui concerne les risques induits pour l'environnement,

SUR LA PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des BOUCHES-du-RHONE,

## A R R E T E

### ARTICLE 1er

La Société Maritime et Industrielle, autorisée par arrêté préfectoral en date du 2 novembre 1984 à exploiter des installations de régénération et de stockage de solvants au 56, rue Augustin Roux dans le 15<sup>ème</sup> arrondissement de MARSEILLE, est mise en demeure de respecter dans un délai d'un mois l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, qui prévoit, en cas d'arrêt des installations, une notification au Préfet accompagnée d'un plan à jour des terrains et d'un mémoire sur l'état du site.

### ARTICLE 2

En cas de non-respect des conditions qui précèdent dans le délai imparti, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales éventuelles.

### ARTICLE 3

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

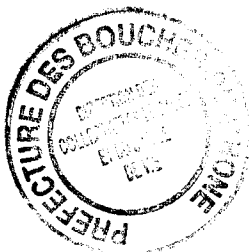
### ARTICLE 4

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des BOUCHES-du-RHONE,
  - Le Maire de MARSEILLE,
  - / - Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
  - Le Commandant du Bataillon des Marins Pompiers de MARSEILLE,
- et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera déposée en Préfecture et en Mairie pour consultation par les tiers.

POUR COPIE CONFORME  
Le Chef du Service,

  
**Martino INVERNÓN**



MARSEILLE, le 20 MARS 2003  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

Emmanuel BERTHIER